

Lilian Halls-French, EFI-IFE Co-President

Table ronde .Femmes Ambassadrices de paix .Forum pour la paix . Tours 18 Novembre 2022

Mesdames et messieurs, chers collègues, chers amis,

C'est un très grand plaisir et un honneur pour moi d'être présente à ce forum et de faire partie de ce panel. Je représente l'association Initiative Féministe Euro-Méditerranéenne - dont le 20e anniversaire sera bientôt célébré. Notre réseau est présent sur les deux rives de la Méditerranée, il fournit une expertise dans le domaine de l'égalité des sexes, égalité que nous jugeons indissociable de la construction de la démocratie et de la citoyenneté. Nous plaidons pour des solutions politiques à tous les conflits et pour le droit des peuples à l'autodétermination et avons des relations de coopération et de solidarité de longue date avec le Mouvement de la Paix.

Merci de me donner aujourd'hui l'occasion de partager notre analyse des questions relatives à la paix et à la sécurité des femmes, questions qui ont toujours été au cœur de nos préoccupations

La situation de la région où nous agissons est, au Nord, celle de pays dévastés par les crises, les plans d'austérité successifs, la montée des populismes, des extrémistes religieux, des nationalismes et sous la menace d'une guerre imminente, au Sud, des pays ravagés par les interventions militaires, l'occupation et les conflits.

Agir dans ce monde incertain nous a conduites très tôt à remettre en question les approches traditionnelles de la démocratie, de la paix et de la sécurité et à mettre en évidence la permanence et le continuum des violences faites aux femmes: les violences physiques, sociales, sexuelles existent en temps de paix, la présence des armes ne les crée pas, elle ne fait que les amplifier : que signifie la paix pour les femmes victimes de violences physiques, psychologiques et économiques, qu'elles viennent de leur partenaire, de leur famille, de leurs employeurs, de groupes armés, de mouvements fanatiques, des institutions ou des États ? La paix ne signifie rien pour elles, en d'autres termes la sécurité ne mérite son nom que si elle englobe les deux composantes de l'humanité et intègre les notions d'égalité réelle, de pleine citoyenneté et d'universalité des droits. Malheureusement le concept de sécurité humaine au niveau international ignore ces notions.

L'ampleur terrifiante de la violence contre les femmes est désormais connue mais les politiques sécuritaires des Etats continuent de l'ignorer c'est pourquoi nous sommes actives avec d'autres composantes du mouvement féministe pour faire entendre la voix des femmes dans toute la région Euro-méditerranéenne.

Dans le sillage du printemps arabe, depuis maintenant plus d'une décennie l'Initiative Féministe EuroMed soutient le combat incessant des femmes dans les pays du Sud : Palestine, Syrie, Irak, pour des solutions politiques aux conflits, pour des transitions démocratiques inclusives des droits des femmes, pour la fin de l'occupation et l'apartheid. L'un de nos outils les plus précieux est la résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, la première à affirmer que la guerre et la militarisation du monde affectent les hommes **et** les femmes. Par ailleurs la 1325 est une résolution contraignante quant à la participation des femmes à la résolution des conflits et aux processus de paix. enfin, elle est un précieux recours contre les violences auxquelles les femmes sont confrontées et pour renforcer leur participation dans toutes les phases de la reconstruction post-conflit.

La mise en œuvre de cette résolution requiert au préalable un plan d'action national, c'est une bataille que nous sommes très fiers d'avoir gagnée avec nos collègues irakiens : nous avons soutenu et accompagné l'élaboration et le lancement du PAN 1325 en Irak (2012-2014) le premier dans la Région.

Tout au long de ces années, deux questions principales ont tracé notre chemin commun : les violences sexuelles liées aux conflits et l'accès des femmes à la prise de décision dans le domaine de la paix et de la sécurité avec la conviction partagée que sans justice, il ne peut y avoir ni paix ni solution politique et avec la même détermination à lutter contre l'impunité des crimes et à soutenir le travail des juridictions nationales et des mécanismes internationaux contre les auteurs. La communauté internationale doit agir pour les arrêter et les punir, mais pas avec les armes. Nous sommes internationalistes et pacifistes et nous savons que les interventions militaires et l'occupation n'apportent ni paix durable ni solution durable aux conflits et que pendant les conflits, les droits des femmes sont les premiers à être sacrifiés.

Nous travaillons quotidiennement pour élargir le concept de sécurité à la violence contre les femmes, la violence structurelle à laquelle les femmes sont quotidiennement confrontées. Notre objectif est de changer radicalement les termes du débat sur la sécurité et de faire entendre la voix et les expériences des femmes.

Notre engagement commun repose sur la certitude absolue que le féminisme est un moteur de la transformation dont nos sociétés ont un urgent besoin car il est porteur de l'exigence d'égalité. Hélas le féminisme reste dans nos sociétés patriarcales le maillon faible de la pensée politique, qui continue largement à occulter le fait qu'une moitié de l'humanité est dominée par l'autre.

L'accord de principe sur le féminisme, nous l'avons, mais encore faut-il convaincre que la prise en compte des valeurs sur lesquelles repose le féminisme politique dans les pratiques sociales quotidiennes est une des conditions requises pour transformer durablement nos sociétés et construire un monde de paix la justice sociale et la paix. La sphère politique est encore largement masculine dans tous ses aspects : composition, fonctionnement, histoire, langue et nous sommes actives avec d'autres composantes du mouvement des droits des femmes pour faire entendre la voix des femmes dans toute la région EuroMed.

Dans le sillage du printemps arabe, depuis maintenant plus d'une décennie l'Initiative Féministe EuroMed soutient le combat acharné des femmes dans les pays du Sud : Palestine, Syrie, Irak, pour des solutions politiques aux conflits, des transitions démocratiques inclusives des droits des femmes, la fin de l'occupation et l'apartheid. L'un des outils les plus précieux que nous utilisons dans ce domaine est la résolution 1325 du CSNU, la première à déclarer que la guerre et la militarisation du monde affectent les femmes et les hommes. 1325 est également une résolution contraignante sur la participation des femmes à la résolution des conflits et à la paix. Cependant, ce n'est qu'avec l'implication de toutes les composantes du mouvement démocratique que les conditions d'un véritable changement seront réunies.

Aujourd'hui qui peut nier que l'armement militaire va de pair avec le désarmement social ? Les États transfèrent leurs responsabilités sur le plan social à la sphère domestique avec pour résultat de garder ou de renvoyer les femmes au foyer et de les maintenir dans leur rôle traditionnel de mère et de pilier du foyer. Cela fait écho au rôle que l'institution militaire assigne aux femmes : être protégée de « l'autre ». Instrument de destruction et de mort de l'OTAN, est désormais investie du rôle de garant de la démocratie, l'armée est appréciée pour sa contribution à l'aide

humanitaire, au renversement des dictateurs . Ainsi, le militarisme n'est pas seulement la guerre, mais aussi la suprématie des valeurs qui conduisent à l'exclusion des femmes des structures et processus de gestion des conflits, des processus de négociation de paix et de transition politique. C'est le patriarcat. Non, tant que les questions de domination patriarcale masculine et de subordination des femmes ne seront pas des enjeux politiques de premier ordre, il n'y aura pas d'alternative démocratique à nos sociétés. Alors combien de temps devons-nous attendre, sachant que dans toutes les régions du monde, en conséquence de la situation économique, politique et sanitaire, les femmes sont confrontées à des atteintes massives et croissantes à leurs droits, leur liberté et leur sécurité ?

La violence à l'encontre des femmes sous toutes ses formes est le mur qu'il nous faut abattre.

Nous ne croyons pas en une mauvaise nature masculine et une bonne nature féminine : lorsque les femmes gouvernent au nom du patriarcat, elles déclenchent des guerres et mettent en vigueur des politiques qui profitent à ce système de domination. Ainsi, ce n'est pas au nom de leur nature humaine plus douce et meilleure que nous nous battons pour la présence des femmes dans tous les processus politiques notamment les processus de paix et de justice transitionnelle, mais au nom de la justice sociale et du droit fondamental des femmes à participer aux décisions qui engagent leur vie. Le slogan féministe historique « le privé, c'est la politique » est toujours le nôtre. Les gouvernements européens repoussent les sociétés au 19e siècle, mais les femmes refusent de rentrer au foyer, les femmes au foyer est une tendance générale et nous nous opposons au renouveau actuel du modèle patriarcal réactionnaire, père au travail, mère au foyer - avec une exigence de une véritable égalité dans tous les aspects de la vie.

Je conclurai ici en soulignant une fois de plus ici le travail accompli par les OSC des droits des femmes pour combattre la VCF et défendre le droit des femmes à une vie sans peur et sans oppression, mais aussi leur droit à un rôle significatif dans toutes les sphères de prise de décision, les processus de paix et des processus politiques de transition, ce travail est immense et irremplaçable. La solidarité internationale est l'un de nos précieux atouts, c'est pourquoi je suis sincèrement heureuse d'être présente aujourd'hui parmi vous.